

L'OPINION PUBLIQUE.

“Veritas Prævalebit.”

VOL. I.

VENDREDI, 3 FEVRIER, 1893.

No. 8.

L'OPINION PUBLIQUE.

Rédacteur en chef.....Louis-H. Taché.
809, bâtisse New-York Life,
Bureau de poste, boîte 1579.

Editeur, secrétaire de la rédaction et administrateur.....Edouard Delpit.
715, bâtisse New-York Life,
Bureau de poste, boîte 2071.

Prière de faire toutes remises d'argent par lettre enregistrée ou mandat postal.

ENTRE NOUS.

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.
Entre les plus beaux noms leur nom est le plus beau.
Toute gloire près d'eux passe et tombe éphémère ;
Et, comme ferait une mère,
La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau.

Aussi, quand de tels morts sont couchés dans la tombe,
En vain l'oubli, nuit sombre où va tout ce qui tombe,
Passe sur leur sépulcre où nous nous inclinons :
Chaque jour pour eux seuls se levant plus fidèle,
La gloire, aube toujours nouvelle,
Fait luire leur mémoire et redore leurs noms.

Nous recevons chaque jour de flatteuses adhésions au programme de l'*Opinion Publique* et nous voudrions pouvoir remercier chaque personne en particulier. Mais puisqu'il n'y a pas possibilité, nous prions tous ceux qui nous ont déjà fait tenir leur abonnement, ainsi que ceux qui ont bien voulu nous envoyer spontanément un mot d'encouragement et d'approbation, d'accepter nos sincères remerciements par la voie du journal.

Le programme que nous nous sommes tracé a plu à presque tout le monde. Les nombreux encouragements reçus des membres du clergé nous prouvent que ces messieurs ne se sont point mépris sur nos intentions: nous n'avons pas d'autre but que de faire disparaître certains abus qui choquent et font souffrir autant que nous la presque totalité de notre clergé.

La plupart des personnes qui nous ont renvoyé le journal ont exprimé le regret de n'y pouvoir souscrire pour le moment; nous les remercions aussi de leur courtoisie.

Une seule appréciation détone tellement sur les autres qu'on nous pardonnera de la relever; c'est celle du révérend M. P. A. Campeau, de Vergennes, (Vermont). Il nous renvoie le journal avec la note suivante bien en

évidence: “Nous avons assez de “saloperies” aux États-Unis sans avoir encore celles du Canada.”

M. Campeau ne paraît pas avoir à son usage un choix d'expressions bien relevées! De plus, il n'est pas flatteur; mais nous ne nous en offusquons point. A quoi cela servirait-il? Arrivé à un certain âge, il est bien difficile d'acquérir un peu de politesse et de savoir-vivre.

M. Campeau nous permettra seulement de remarquer qu'il n'est pas très bien doué sous le rapport des deux qualités susdites.

Sans rancune, d'ailleurs!

La session du parlement fédéral qui vient de s'ouvrir sera longue et aura une importance extraordinaire. Pour la première fois depuis 1878, le parti conservateur va se diviser ouvertement sur la question de la politique nationale. Les conditions économiques où se trouve le Canada à l'heure actuelle demandent impérieusement des modifications dans sa législation fiscale. Sir John Thompson et ses collègues jouent là une carte qui peut leur valoir une défaite écrasante aux prochaines élections.

J'ai lieu de croire qu'ils ne se laisseront pas entraîner dans une opposition systématique à d'excellentes propositions par simple esprit de contradiction et qu'ils auront l'habileté de prendre ce qu'il y a de bon dans ce qu'ils appellent *les déclamations libérales*.

Le gouvernement va-t-il s'occuper de la réduction du nombre des députés et de la redistribution des sièges électoraux? Il y a là-dedans deux grandes choses à faire: sauver \$ 20.000 par an à la province, et donner une représentation plus équitable aux diverses sections de la population.

On dirait que le lien colonial qui nous unit à l'Angleterre a été, de toute éternité, déclaré indissoluble par un décret céleste et que celui qui ose se demander si le temps n'arrivera pas bientôt où il faudra le rompre se met en révolte ouverte contre les lois divines et humaines!

Quiconque a la témérité de discuter les raisons qui peuvent nous faire pencher soit vers l'indépendance, soit vers l'annexion avec les États-Unis, se voit aussitôt assailli, injurié, menacé, ostracisé, par une meute enragée de journaux, de sociétés et de particuliers, au nom de ce grand mot vide de sens: *la loyauté envers la Couronne*. Comme si l'intérêt d'un peuple ne devait pas être la mesure de sa loyauté! Comme si la première loyauté n'était pas celle que nous devons à nous-mêmes, à nos enfants, à nos descendants! — *Le Réveil*, Hull.

Le *Courier du Canada* fait la lutte pour le maintien du conseil législatif avec l'habileté qu'il met dans toutes ses polémiques. Il me semble pourtant qu'il fait erreur